



LE ROUBAIX-TOURCOING

L'Oeuvre néfaste du Néo-Hervéisme

Les complications conservatrices... La surenchère et le néo-hervéisme, dont je déplorais dans un article récent les effets désastreux...

Au cours d'une conversation avec Bonnet, Pressenahne et Rougerie, j'eus la stupéfaction d'apprendre que Rougerie, qui pouvait s'enorgueillir de dix-huit ans de services éminents dans les syndicats de la Haute-Vienne...

Cette espèce de ruse de tous les «nés de la guerre» contre les cadres anciens du syndicalisme et du socialisme constitue un péril immense et nous mène à la débâcle, si les vieilles organisations qui ont fait leurs preuves ne prennent pas des mesures énergiques.

Ma foi profonde dans le socialisme et le syndicalisme, qui ont déjà triomphé d'assauts identiques, me garde heureusement de tout découragement.

L'Histoire étant un perpétuel recommencement, je ne puis mieux faire que de rappeler les tentatives de désorganisations et de socialisme qui furent jugées par elles des influences qui jouent actuellement.

En 1893, Jaurès interpellait à la Chambre sur les incidents qui s'étaient produits au cours de la grève des ouvriers métallurgistes de Rive-de-Gier. Il démontait comment la liberté syndicale était violée.

Au cours de son exposé il indique que le patronat, aidé par une manœuvre déloyale du Prêtre, répondit au point de vue du syndicat ne voulant traiter qu'avec les ouvriers individuellement et non pas avec leur groupement.

Au cours des périodes qui suivirent les incidents de 1894 à 1895, c'est-à-dire des interpellations Jaurès, il fut notamment prouvé que le mouvement ouvrier subissait des assauts dangereux, tant de l'intérieur de l'organisation que de l'extérieur et que, dans les persquisitions faites chez certains artisans, la preuve était faite d'envois de fonds adressés à ceux-ci par des personnes riches et même des prêtres.

Or, nous apprenons de divers côtés que ces comités officieux, transmis au Prêtre aux Commissions cantonales ne sont pas appliqués. Un de nos lecteurs de Valenciennes nous écrit aujourd'hui :

D'après le barème préfectoral paru dans le « Réveil », le coefficient pour la mi-occupation est de 6. Ce chiffre n'a rien d'exagéré et représente à peine les prix actuels mais, tout de même, les mineurs en seraient satisfaits s'il leur était accordé, ce qui n'est pas. Pour moi, j'ai vu bien de la peine à obtenir un coefficient de 3.

Nous devons donc réagir, non seulement auprès des travailleurs des campagnes, en vue de rétablir la vérité sociale, mais nous devons dénoncer les actes de ceux qui, par une propagande tendancieuse, permettent à nos adversaires d'en exploiter les actes pour compromettre le Parti socialiste et les syndicats.

Oh ! j'entends déjà le chorus d'impressions de tous les «nés de la guerre», qui vont protester de la pureté de leurs intentions et de l'utilité de leurs actes. Mais je n'ai pas le monopole de ce langage ni de ces opinions, qui sont celles de tous les vrais socialistes et de tous les vrais syndicalistes.

Commissions boiteuses

Les coefficients de majoration ne sont pas appliqués par toutes les Commissions Cantonales et l'unité d'action est trop souvent remplacée par un fâcheux arbitraire.

Il serait excessif d'envisager le récent débat institué à la Chambre, à l'occasion de la discussion du budget des Régions Libérées, comme un hommage sans réserve à l'action officielle de reconstitution de nos départements dévastés.

Tous les orateurs qui se sont succédé à la tribune furent d'accord à reconnaître le grand effort apporté, depuis l'armistice, à l'œuvre de restauration, mais unanimes à montrer l'énormité de la tâche encore à remplir.

La convalescence du grand corps torturé est évidente et se manifeste chaque jour par des symptômes rassurants de vitalité et de vigueur. Il est toutefois à déplorer de voir son rétablissement complet retardé par de lamentables lenteurs, indépendantes de la volonté de la victime, avides de vie normale et travaillées.

La pléiade du chômage, comme l'a signalé François Lefebvre, n'est pas encore éclaircie, deux ans après la libération elle reste béante et douloureuse, notamment dans nos bassins miniers, où des bras courageux, ne demandant qu'à produire, sont obligés de rester inactifs. Il en résulte un manque de charbon pour l'industrie, les ménages et les dépenses d'assistance grèvent lourdement le budget public.

Il faut marcher résolument, par une voie bien tracée et une active coordination de tous les efforts, la liquidation rapide des dettes, elles se montrent clopinantes et détonnantes, faute d'une habile et ferme direction ayant une appréciation réaliste de la situation.

De regrettables divergences, souvent fort préjudiciables aux intérêts, s'affirment dans leurs décisions officielles pour un même dossier, d'une commission à l'autre.

Pour la laine à matelas, par exemple, certaines accordent 16 francs au kilo; d'autres 15, ou moins. Cette diversité de tarifs sévit dans la même ville, à Lille, comme à Roubaix et ailleurs avec un caractère arbitraire.

La somme allouée, pour des objets identiques, varie de ville à ville et même de quartier à quartier, de canton à canton dans la même localité.

Les coefficients de majoration sont naturellement, dans sa draine fantaisiste, d'amères réclamations, suscitées des contestations érayant les solutions définitives. Les dossiers s'entassent en montagne, dans l'attente de leur évacuation.

Nous avons dernièrement publié un extrait du barème des coefficients de majoration, établi par un comité technique, conformément aux prescriptions de la loi du 17 avril 1919, en ce qui concerne l'habillement, l'habitation, les peccoteries industrielles.

Or, nous apprenons de divers côtés que ces coefficients officiels, transmis au Prêtre aux Commissions cantonales ne sont pas appliqués. Un de nos lecteurs de Valenciennes nous écrit aujourd'hui :

D'après le barème préfectoral paru dans le « Réveil », le coefficient pour la mi-occupation est de 6. Ce chiffre n'a rien d'exagéré et représente à peine les prix actuels mais, tout de même, les mineurs en seraient satisfaits s'il leur était accordé, ce qui n'est pas. Pour moi, j'ai vu bien de la peine à obtenir un coefficient de 3.

Le plan allemand de reconstitution de nos Régions

Elle se ferait par voies d'entreprises de colonisations intérieures

Paris, 12 juillet. — Le plan allemand concernant les régions dévastées, a été remis hier, par M. von Simons, au secrétaire de la Conférence. Il comprend trois parties. La première suggère l'exécution de la reconstitution par la voie d'entreprises de colonisations intérieures au moyen de la constitution d'un syndicat international d'entrepreneurs, administré selon les méthodes commerciales et non bureaucratiques et dont toutes les organisations seraient établies sur la base de la collaboration préalable entre les patrons et ouvriers.

La deuxième partie est relative au règlement financier des réparations dont l'Allemagne prendrait avoir payé plus de 20 milliards de marks. Elle estime que le règlement futur doit être déterminé par les capacités économiques et financières de l'Allemagne. Elle prévoit des annuités pour une période de trente ans. Les obligations en nature et les frais d'occupation doivent être compris dans l'annuité minimum avec les sommes payées comptant et en espèces au prix du marché mondial.

La troisième partie a pour titre : « Plan pour les réparations en nature ». Le plan proposé prévoit la création en Allemagne d'une vaste organisation de toute l'industrie y compris les métiers manuels. Pour les objets fabriqués par la grande industrie, la répartition est faite par le Syndicat professionnel de chaque industrie; pour les marchandises dites de catalogue qui intéressent les artisans et la petite industrie, un Office de répartition donne les commandes aux divers Etats de l'Allemagne qui les répartissent par les soins d'offices spéciaux de commandes déjà créés ou à créer. Le gouvernement allemand déclare que les prestations en nature doivent être évaluées au prix du marché mondial.

Toutes ces organisations sont constituées sur une base de collaboration paritaire entre les patrons et les ouvriers. On prendra des mesures contre les abus qui pourraient se produire. L'exécution et la mise en application de ce projet sera confiée à une commission d'experts qui sera constituée et à laquelle, d'ailleurs, s'il est nécessaire, des représentants des gouvernements. Des sous-commissions seront adjointes pour les différents aspects de marchandises à livrer.

Les Commissions devront se mettre immédiatement au travail.

Il est désirable que chaque puissance alliée et intéressée crée une organisation pour examiner les commandes et recevoir les livraisons.

« Spa est un petit Versailles »

CURIUEUX INTERVIEW AVEC M. RATHENAU, INDUSTRIEL, DÉLÉGUÉ ALLEMAND

Bruxelles, 12 juillet. — Un rédacteur du journal « Le Peuple » a interviewé M. Walter Rathenau. Il lui pose de suite la question suivante : — Croyez-vous que les réparations et livraisons exigées par les alliés soient compatibles avec les besoins de production plus longues et que votre embryon de législation sociale puisse en être affecté ?

« Oui, au contraire, la production de l'ouvrier doit être accélérée ». — « Système Taylor ? » — « Le système Taylor, je ne veux même pas en parler. Il s'agit de créer de meilleures conditions de travail meilleures que celles qui importent surtout, c'est de modifier nos méthodes dans le sens du socialisme avec l'aide des ouvriers eux-mêmes. Au surplus, ce problème est d'ordre international. Ce n'est qu'un collaborant avec les travailleurs et par une répartition équitable des produits du travail que le monde pourra sortir du gâchis.

« Les gâchis, chez nous comme chez vous, proviennent des méthodes économiques surannées. — Croyez-vous pouvoir faire aboutir vos idées ? » — « Je n'appartiens à aucun parti politique; les hommes qui partagent mes idées ne sont pas encore nombreux, mais ils finiront par avoir raison, parce qu'il le faut pour le bien du monde. — Les concours des socialistes est indispensable ? » — « Votre gouvernement vous est-il favorable ? » — « Le gouvernement allemand ne s'occupe pas de questions sociales, il est occupé par le rétablissement de l'ordre immédiat, mais je regrette que les socialistes majoritaires n'aient pas pu faire partie de ce gouvernement. Toutefois, la participation des socialistes est indispensable aujourd'hui. C'est avec eux que l'on peut travailler. — Les socialistes et les méthodes qui se trouvent parmi eux sont malheureusement gâtées avec une partie des bolchevistes. — Voilà qui est clair, au moins. — Mais une question me brule les lèvres. Un peu soûlé, on demande à M. Rathenau s'il peut lui définir ce qu'il a présentement en esprit sur la conférence de Spa, et à lui grande surprise la réponse est non moins claire.

« Spa, c'est un petit Versailles; d'ailleurs, vous savez bien que les alliés ont demandé à la délégation allemande de leur faire des suggestions pratiques à cet égard. — Les alliés ont déclaré spontanément qu'à la suite des renseignements fournis sur la sous-alimentation des ouvriers mineurs, ils étaient disposés à étudier la question d'amélioration de la situation alimentaire et ont demandé à la délégation allemande de leur faire des suggestions pratiques à cet égard. — On recueille la voyegosse ainsi coupée d'où il a dû être passer la frontière à d'autres bords du même genre ? »

Le double but des Délégués de l'Allemagne

Priver la France de charbon et lui vendre ce qui lui est dû

Les délégués allemands ont retardé, par leurs manœuvres d'obstruction, le progrès des travaux de la conférence. On devine aisément le but qu'ils poursuivent. En effet, en proposant une réduction considérable sur la priorité charbonnière en France, M. Sinnes cherche surtout à empêcher la France d'atteindre la position industrielle qu'elle peut espérer grâce à ses minerais; il tente de la priver du charbon nécessaire à son expansion industrielle.

M. von Simons, ordinairement prudent, a laissé entrevoir l'intention allemande, en prétendant que l'exécution des propositions de Spa pour assurer l'exécution des propositions du traité de Versailles, mais pour négocier de nouvelles conventions raisonnables. C'est alors que M. Millierand signifia, comme l'indique le communiqué, qu'il s'agissait de l'exécution du traité.

Tous les journaux soulignent le fait que les délégués allemands paraissent dominés par l'influence d'Hugo Sinnes qui, assuré-on, exerce un véritable chantage sur le gouvernement allemand disposé à la conciliation. C'est, en résumé, le plan du maître de la grande industrie allemande que l'on essaie de réaliser à Spa.

« Il faut que le débiteur s'acquitte » dit M. Millierand

Un télégramme de Spa que M. Millierand a reçu, lundi matin, les journalistes belges. La condition essentielle, a dit le président du conseil français, est l'accord entre les alliés. Il y a lieu de se féliciter des résultats obtenus à ce sujet à Spa. Du moment que l'accord entre les alliés est parfait, le reste ira tout seul. Quant aux relations entre la France et la Belgique, elles sont plus étroites, plus cordiales que jamais.

La conférence continue ses travaux

Les représentants alliés se sont réunis jeudi matin au Conseil suprême à 10 heures 30. Leur délibération se prolongeait encore à 11 heures 45. La séance de la conférence, qui devait avoir lieu à 11 h. 30 au sujet de la question du charbon, a été renvoyée à plus tard.

Le Conseil des alliés est terminé à 1 heure. A l'issue de la séance, M. Millierand a déclaré aux journalistes français que son départ primitivement fixé à ce soir, était remis et que la conférence continuerait ses travaux sans pouvoir fixer un terme.

Le Président du conseil ne rentrera pas à Paris pour le 14 juillet.

Un bouton... d'or

IL CONTENAIT CINQ FRUITS DE 25 FRANCS

Un curieux travail a été fait hier matin, devant le bureau des douanes. Un employé du P.-L.-M., nommé Baucard, mutilé de guerre, aperçu sur le trottoir et repoussé machinalement du pied un bouton de vêtements français, qui a ouvert alors, laissant échapper cinq pièces de vingt francs.

Les Bolchevistes battant les Polonais ont pris Minsk

Le communiqué officiel polonais annonce : Les détachements de notre armée du nord ne sont pas en contact avec les unités bolchevistes assaillantes de l'ennemi. Les détachements bolchevistes qui ont forcé la Bérésina dans la région de Loupa, continuent leurs contre-attaques. Ils ont occupé la ligne de la rivière Pissa, avec l'appui de la grosse artillerie et d'une cavalerie linché.

« Les détachements de la division poméranienne ont effectué des incursions hardies dans la direction de Szeszedyn après une lutte acharnée ». En Poméranie-Nord, des détachements de la division poméranienne ont défilé, après plusieurs jours de lutte, d'importantes forces ennemies.

« La cavalerie ennemie déborde l'aile droite polonaise entre Svidvitz et Dunaubourg. Une lutte acharnée se poursuit sur le front de la cavalerie. D'après une dépêche de source danoise, les bolchevistes occupent Minsk. La lutte est intense.

« Dans la région de Vitebsk, les troupes de l'ennemi ont occupé Prilnyze et Viazyn. Les troupes de la cavalerie ennemie ont attaqué la ville de Pityev ont été repoussées. Dans la région de Frypac les troupes du général Balchovits sont passées sur l'arrière des bolchevistes et ont occupé les troupes de Minsk. Les bolchevistes qui ont laissé 400 tués, 300 prisonniers et un énorme butin.

« Les groupes du général Kasvsky ont infligé des pertes sensibles aux troupes de Budnyev et il a occupé le grand et le petit Zeyn. Il a ensuite dirigé ses attaques sur Rowno où Budnyev s'est réfugié avec quelques détachements. Les bolchevistes ont eu des pertes importantes et ont laissé 400 canons.

« La cavalerie bolcheviste battant près de Zeyn a été complètement anéantie. Les attaques bolchevistes dans la région du Dubno ont été repoussées. Un groupe du général Romers se poursuit difficilement, la cavalerie bolcheviste opérant à son arrière.

« Les unités ukrainiennes ont repoussé des attaques ennemies. Les Grecs ont pris aux Turcs Brousse et Nazli.

« Après une courte résistance les Turcs, Préfectures de Brousse et Nazli ont été occupées par les troupes grecques. L'ordre le plus parfait y règne. L'ennemi se retire sans espoir en laissant derrière lui des blessés et des prisonniers, des canons, des mitrailleuses et du matériel de guerre, non encore dénombré. »

« La région d'Aidin, la ville de Nazli, qui servait de base aux khémalistes, a été occupée par les troupes grecques après une courte résistance.

« Les Italiens ont conclu un accord avec le gouvernement de Tripoli. L'annexion de Tripoli à l'Italie.

« Incidents graves à Spalato. Rome, 12 juillet. — Le « Giornale d'Italia » reçoit de Zara la nouvelle suivante : Au cours d'une démonstration nationale Yougo-Slave à Spalato, deux officiers italiens furent attaqués et blessés par la foule.

« Les Chinois vont se battre entre eux. D'après un télégramme de Tien-Tsin, en date du 10, la loi martiale a été proclamée à Moukoun, ainsi qu'à Peïkin.

« Une alliance Turco-Russe contre l'Angleterre. Francfort, 12 juillet. — La « Gazette de Francfort » de midi, petite feuille à nouvelles sensationnelles, publie en gros caractères, une dépêche annonçant la conclusion d'une alliance Turco-russe contre l'Angleterre.

Les Relations Anglo-Russes

Un accord commercial

« Le gouvernement britannique après consultation des alliés, est en accord avec le fait des propositions aux soviets tendant à conclure un armistice russo-polonais à des conditions équitables, armistice qui serait suivi d'une conférence entre la Russie et les Etats limitrophes. »

« M. Bonar Law répondit que les soviets ont accepté les conditions arrêtées par la Grande-Bretagne, et que les pourparlers ont abouti à un accord sur la base d'un tel accord, nous pourrions négocier un accord commercial. »

« Pour l'armistice Russo-Polonais. Le gouvernement britannique après consultation des alliés, est en accord avec le fait des propositions aux soviets tendant à conclure un armistice russo-polonais à des conditions équitables, armistice qui serait suivi d'une conférence entre la Russie et les Etats limitrophes. »

« M. Bonar Law répondit que les soviets ont accepté les conditions arrêtées par la Grande-Bretagne, et que les pourparlers ont abouti à un accord sur la base d'un tel accord, nous pourrions négocier un accord commercial. »

« M. Bonar Law répondit que les soviets ont accepté les conditions arrêtées par la Grande-Bretagne, et que les pourparlers ont abouti à un accord sur la base d'un tel accord, nous pourrions négocier un accord commercial. »

« M. Bonar Law répondit que les soviets ont accepté les conditions arrêtées par la Grande-Bretagne, et que les pourparlers ont abouti à un accord sur la base d'un tel accord, nous pourrions négocier un accord commercial. »

« M. Bonar Law répondit que les soviets ont accepté les conditions arrêtées par la Grande-Bretagne, et que les pourparlers ont abouti à un accord sur la base d'un tel accord, nous pourrions négocier un accord commercial. »

« M. Bonar Law répondit que les soviets ont accepté les conditions arrêtées par la Grande-Bretagne, et que les pourparlers ont abouti à un accord sur la base d'un tel accord, nous pourrions négocier un accord commercial. »

« M. Bonar Law répondit que les soviets ont accepté les conditions arrêtées par la Grande-Bretagne, et que les pourparlers ont abouti à un accord sur la base d'un tel accord, nous pourrions négocier un accord commercial. »

« M. Bonar Law répondit que les soviets ont accepté les conditions arrêtées par la Grande-Bretagne, et que les pourparlers ont abouti à un accord sur la base d'un tel accord, nous pourrions négocier un accord commercial. »

« M. Bonar Law répondit que les soviets ont accepté les conditions arrêtées par la Grande-Bretagne, et que les pourparlers ont abouti à un accord sur la base d'un tel accord, nous pourrions négocier un accord commercial. »

« M. Bonar Law répondit que les soviets ont accepté les conditions arrêtées par la Grande-Bretagne, et que les pourparlers ont abouti à un accord sur la base d'un tel accord, nous pourrions négocier un accord commercial. »